

MEMO VIPS : La route française vers la guerre nucléaire

le 25 mars 2024

Enr er

La France pourrait conduire le peuple américain sur la voie d'un conflit nucléaire qui ne serait décidément pas dans l'intérêt du peuple américain – ni de l'humanité elle-même, prévient VIPS le président Joe Biden.



Le président américain Joe Biden s'apprête à débarquer du Marine One, juillet 2021. (Maison Blanche, Adam Schultz)

le 24 mars 2024

MÉMORANDUM D'ALERTE POUR : Le président

DE: Professionnels du renseignement vétéran pour la santé mentale

OBJET: Au bord de la guerre nucléaire

Monsieur le Président:

FLa France se préparerait à envoyer une force d'environ 2,000 XNUMX soldats – en gros une brigade renforcée construite autour d'un bataillon blindé et de deux bataillons mécanisés, avec des troupes de logistique, d'ingénierie et d'artillerie en soutien – en Ukraine dans un avenir pas si lointain.

Cette force est purement symbolique, dans la mesure où elle n'aurait aucune capacité de survie dans un conflit moderne de haute intensité de l'ampleur et de l'ampleur de ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine. Il ne serait pas déployé directement dans une zone de conflit, mais servirait soit (1) de force de filtrage/filpiège pour arrêter l'avancée de la Russie ; ou (2) une force de remplacement déployée dans une zone non active pour libérer les soldats ukrainiens pour le service de combat. La brigade française serait complétée par des unités plus petites provenant des États baltes.

Cela reviendrait à introduire les troupes de combat d'un pays de l'OTAN sur un théâtre de guerre, ce qui en ferait des « cibles légitimes » au sens du droit de la guerre.

De telles unités ne disposeraient apparemment pas d'un mandat de l'OTAN. Toutefois, de l'avis de la Russie, il s'agit peut-être d'une distinction sans différence. La France semble parier – naïvement – que son adhésion à l'OTAN empêcherait la Russie d'attaquer les troupes françaises. Il est plutôt très probable que la Russie attaquerait tout contingent français/balte en Ukraine et détruirait/dégraderait rapidement sa viabilité au combat.

Dans ce cas, le président français Macron pourrait calculer qu'après les attaques russes contre les troupes des membres de l'OTAN – mandat de l'OTAN ou non – il pourrait invoquer l'article 5 de la Charte de l'OTAN et faire intervenir l'alliance de l'OTAN. Une telle intervention prendrait probablement la forme d'avions opérant depuis les pays de l'OTAN – et comprendrait peut-être des missions d'interdiction contre *tactique* cibles en Russie.

Au précipice de la guerre nucléaire ?

D'un point de vue doctrinal et juridique, la réponse de la Russie serait de lancer des frappes de représailles également contre des cibles situées dans les pays de l'OTAN. Si l'OTAN attaque ensuite *stratégique* des cibles en Russie, la doctrine nucléaire russe prendrait alors le dessus et les centres de décision de l'OTAN seraient frappés par des armes nucléaires.

Nous ne pensons pas que la Russie lancera une attaque nucléaire contre les États-Unis, mais nous laissons plutôt aux États-Unis le soin de décider s'ils veulent risquer la destruction en se préparant à lancer une frappe nucléaire contre la Russie. Cela dit, les forces stratégiques russes se sont améliorées au point que, dans certains domaines – les missiles hypersoniques, par exemple – leurs capacités dépassent celles des États-Unis et de l'OTAN.

En d'autres termes, la tentation russe de frapper en premier est peut-être un peu plus forte que lors des crises passées, et nous sommes un peu moins convaincus que la Russie voudra « passer en second ». Un autre facteur inquiétant est que les Russes sont susceptibles de croire que la folie de Macron bénéficie de l'approbation tacite de certains responsables américains et occidentaux clés, qui semblent désespérés de trouver un moyen de modifier la trajectoire de la guerre en Ukraine – d'autant plus que les élections ont lieu. approchez-vous.

Ce qui doit être fait

L'Europe doit comprendre que la France l'entraîne sur la voie d'une autodestruction inévitable.

Le peuple américain doit comprendre que l'Europe le mène au bord de l'anéantissement nucléaire.

Puisque les dirigeants russes peuvent soupçonner que Macron travaille main dans la main avec Washington, les États-Unis doivent exprimer publiquement et sans ambiguïté leur position.

Et si la France et les pays baltes insistent pour envoyer des troupes en Ukraine, il faut également préciser qu'une telle action n'a aucun mandat de l'OTAN ; que l'article 5 ne sera pas déclenché par des représailles russes ; et que l'arsenal

nucléaire américain, y compris les armes nucléaires qui font partie de la force de dissuasion de l'OTAN, ne sera pas utilisé à la suite d'une action militaire russe contre les troupes françaises ou baltes.

Sans une telle clarté, la France entraînerait le peuple américain sur la voie d'un conflit nucléaire qui ne serait décidément pas dans l'intérêt du peuple américain – ni de l'humanité elle-même.

POUR LE GROUPE DE PILOTAGE,

DES PROFESSIONNELS DU RENSEIGNEMENT VÉTÉRANS POUR LA SANTÉ

- **William Binney**, ancien directeur technique, Analyse géopolitique et militaire mondiale, NSA; co-fondateur, SIGINT Automation Research Center (ret.)
- **Richard Noir**, ancien sénateur de l'État de Virginie ; Colonel, États-Unis (à la retraite) ; Ancien chef de la Division du droit pénal, juge-avocat général (VIP associé)
- **Marshall Carter Tripp**, Officier du service extérieur (à la retraite) et ancien directeur de bureau au Bureau du renseignement et de la recherche du Département d'État
- **Bogdan Dzaković**, ancien chef d'équipe des Federal Air Marshals et de l'équipe rouge, FAA Security, (à la retraite) (VIP associé)
- **Graham E. Fuller**, Vice-président, Conseil national du renseignement (à la retraite)
- **Philippe Girardi**, CIA, Officier des Opérations (ret.)
- **Matthew Hoh**, ancien capitaine, USMC, Irak et officier du service extérieur, Afghanistan (VIP associé)
- **James George Jatras**, ancien diplomate américain et ancien conseiller en politique étrangère auprès de la direction du Sénat (Associate VIPS)
- **Larry C. Johnson**, ancien officier antiterroriste de la CIA et du Département d'État
- **John Kiriakou**, ancien officier antiterroriste de la CIA et ancien enquêteur principal de la commission sénatoriale des relations étrangères

- **Karen Kwiatkowski**, ancien lieutenant-colonel de l'US Air Force (à la retraite), au Bureau du secrétaire à la Défense, observant la fabrication de mensonges sur l'Irak, 2001-2003
- **Douglas MacGregor**, Colonel, États-Unis (à la retraite) (VIP associé)
- **Ray McGovern**, ancien officier d'infanterie/renseignement de l'armée américaine et analyste de la CIA ; Briefeur présidentiel de la CIA (à la retraite)
- **Elizabeth Murray**, ancien officier adjoint du renseignement national pour le Proche-Orient, Conseil national du renseignement et analyste politique de la CIA (à la retraite)
- **Todd E. Pierce**, MAJ, juge-avocat de l'armée américaine (à la retraite)
- **Pedro Israël Orta**, ancien officier de la CIA et de la communauté du renseignement (Inspecteur général)
- **Scott Ritter**, ancien MAJ, USMC ; ancien inspecteur des armes de l'ONU, Irak
- **Coleen Rowley**, Agent spécial du FBI et ancien conseiller juridique de la division de Minneapolis (à la retraite)
- **Laurent Wilkerson**, Colonel USA, à la retraite), professeur invité émérite, College of William and Mary (associé VIPS)
- **Sarah G. Wilton**, CDR, USNR, (ret.); Agence de renseignement de défense (ret.)
- **Kirk Wiebe**, ancien analyste principal, SIGINT Automation Research Center, NSA
- **Robert Aile**, ancien officier du service extérieur (associé VIPS)
- **Ann Wright**, colonel de réserve à la retraite de l'armée américaine et ancien diplomate américain qui a démissionné en 2003 pour s'opposer à la guerre en Irak.

Contexte : notes VIP antérieures adressées au président Biden sur l'Ukraine

<https://consortiumnews.com/fr/2024/03/25/vips-memo-the-french-road-to-nuclear-war/>

VIPS/WIKIPEDIA>https://en.wikipedia.org/wiki/Veteran_Intelligence_Professionals_for_Sanity